

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 18/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DEPOT BENNES SERVICE

Lieu-dit : Grandalisse Nord
291 impasse du Belvédère
69124 Colombier-Saugnieu

Références : UDR-SSDAS-26-81-LL
Code AIOT : 0006108405

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2026 dans l'établissement DEPOT BENNES SERVICE implanté Lieu-dit : Grandalisse Nord 291 impasse du Belvédère 69124 Colombier-Saugnieu. L'inspection a été annoncée le 19/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

récolement suite à une mise en demeure

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEPOT BENNES SERVICE
- Lieu-dit : Grandalisse Nord 291 impasse du Belvédère 69124 Colombier-Saugnieu
- Code AIOT : 0006108405
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site DBS de Colombier Saugnieu est devenu un important centre de tri de déchets non dangereux d'activités économiques et de déchets de chantiers de l'Est Lyonnais. Il traite environ 140 000 t de déchets par an et reçoit couramment plus de 80 véhicules (camions) en entrée de site, par jour ouvré.

Le site DBS exerce une activité de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux, autorisée initialement par arrêté préfectoral du 10 novembre 2009.

Les principaux déchets que le site reçoit sont des déchets de chantiers du BTP et des «DIB » : déchets non dangereux non inertes des activités économiques. Il ne reçoit ni sous-produits animaux ni déchets putrescibles.

Le site comporte les installations suivantes :

- un immeuble et des locaux de bureaux à l'entrée,
- une zone de tri-entrepasage de 8000 m², pour les gravats inertes, avec un broyeur-concasseur qui est loué ponctuellement et fonctionnant par campagne d'une semaine ;
- un bassin de rétention des eaux de ruissellement, d'une capacité de 3100 m³,
- un bassin de réserve d'eau-incendie, issu des eaux pluviales de toiture, d'une capacité de 545m³,
- deux bâtiments de tri séparés par des installations de pré-tri au grappin en extérieur,
- une chaîne de tri ayant démarré fin 2022, employant 12 à 15 personnes et dotée de différents système de tri automatisé ;

5

- une plate-forme de stockage en enrobé d'une surface de 20 000 m² (extension 2022),
- un équipement de tri du bois d'œuvre (équipement non utilisé en 2025),
- un broyeur bois / végétaux,
- diverses alvéoles de stockage extérieur séparées par des murs de 7 m de hauteur.

Les installations sont exploitées en une équipe par jour, du lundi au vendredi, de 7h à 16h30. Des apports ont lieu également le samedi matin pour une collectivité (bennes de déchetterie) mais sans fonctionnement de la chaîne de tri.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1 II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Organisation des stockages de déchets	Arrêté Préfectoral du 19/11/2024, article 5.1	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Levée de mise en demeure
3	Stocks – mise à jour hebdo	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Levée de mise en demeure
4	Rondes	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. III	Sans objet
6	Zone d'entreposage tampon	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3 et 10-2	Sans objet
7	Reporting interne lié au REX incendies	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite avait notamment pour objet la vérification du retour à la conformité, sur 3 points, suite à la mise en demeure du 28/07/2025.

Les constats de la présente visite permettent à l'Inspection de proposer à madame la Préfète de lever la mise en demeure pré-citée et de le notifier à l'exploitant.

L'exploitant a mis en place un suivi détaillé de ses stocks et a pu résorber certains stocks anciens, libérant de l'espace pour une meilleure organisation des stockages de déchets post-tri.

S'agissant du risque incendie, l'exploitant doit sous 3 mois apporter la preuve de la réalisation d'un exercice incendie impliquant son personnel, avec mise en situation et activation de son Plan de Défense Incendie. Un scénario crédible doit être testé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation des stockages de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2024, article 5.1
Thème(s) : Situation administrative, recollement MED du 28/07/2025
Prescription contrôlée : La hauteur maximale d'entreposage de déchet est limitée à 6 m sur l'ensemble du site. L'exploitant installe des repères visuels fixes permettant d'assurer le respect de cette limite par ses opérateurs. Les stocks extérieurs et intérieurs respectent les implantations définies au plan en Annexe.
Constats : Lors de la présente visite, aucun stockage ne dépasse les 6 m et les stocks sont implantés conformément au plan en annexe. Par conséquent, la mise en demeure du 28/07/2025 est respectée sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
--

Thème(s) : Situation administrative, recolement MED du 28/07/2025
--

Prescription contrôlée :

Plan de défense contre l'incendie. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : [...]
--

Constats :

L'exploitant a mis à jour et complété son Plan de Défense Incendie. La version du 06/02/2026 répond aux prescriptions. Par conséquent, la mise en demeure du 28/07/2025 est respectée sur ce point.
--

Type de suites proposées : Sans suite
--

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Stocks – mise à jour hebdo

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10

Thème(s) : Situation administrative, recolement MED du 28/07/2025
--

Prescription contrôlée :

Traçabilité. Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes. En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. « Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. » L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.
--

Constats :

L'exploitant dispose d'un tableau des stocks mis à jour chaque fin de semaine, avec une estimation en volume des m ³ stockés pour chacun des 42 types de déchets non dangereux stockés. Ces volumes sont comparés aux quantités maximales sur site prescrites par l'arrêté préfectoral. Par conséquent, la mise en demeure du 28/07/2025 est respectée sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite
--

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Rondes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. III

Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :

a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;

b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.

II. - L'exploitant détermine les consignes concernant :

- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;

- le parcours des rondes et les points d'observation ;

- la formation du personnel concerné ;

- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;

- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.

Constats :

L'exploitant a mis en place les 1ères rondes début janvier 2026. Il a transmis un registre mensuel des rondes effectuées en janvier 2026, à 17h et à 19h00. Ce registre contient également les consignes au personnel chargé de ces rondes.

L'examen de ce registre montre que l'exploitant a bien pris en main cette obligation, sans recourir à une prestation extérieure. Les deux mêmes personnes ont effectué toutes les rondes du mois de Janvier.

S'agissant du respect du point II (consignes), l'exploitant n'a pas encore formalisé ni défini le planning 2026, prenant en compte les dates de congés prévisibles des personnes concernées, en particulier l'été. L'exploitant s'engage à préciser la liste des personnes en capacité d'effectuer ces rondes et le planning prévisionnel d'organisation de ces rondes pour chaque trimestre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1 II

Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les

autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

Constats :

L'exploitant n'a pas encore organisé cet exercice mais il indique que des contacts ont été pris avec le SDNIS pour l'organiser. Une formation à l'usage des extincteurs est prévue le 5 mars 2026. L'Inspection rappelle que la présence du SDNIS lors de cet exercice est optionnelle. L'exploitant a l'obligation d'organiser un exercice impliquant son personnel, avec mise en situation et activation de son Plan de Défense Incendie. Un scénario crédible doit être testé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

D'ici 3 mois, l'exploitant apporte la preuve de la réalisation d'un exercice incendie mettant en œuvre son Plan de défense Incendie et simulant une situation réelle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Zone d'entreposage tampon

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3 et 10-2

Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

Prescription contrôlée :

Zone d'entreposage tampon du processus de tri.

Les zones d'entreposage tampon du processus de tri manuel ou mécanisé se composent de deux types de zones :

- les zones d'entreposage temporaire en amont du tri ;
- les zones d'entreposage temporaire sous cabine de tri.

<p>Toute zone d'entreposage temporaire en amont du tri est d'un volume maximal de 20 m3 et respecte l'une des deux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ; - elle est munie d'un système d'extinction automatique. <p>Toute zone d'entreposage temporaire sous cabine de tri est d'un volume maximal de 120 m3 et respecte l'une des deux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ; - elle est munie d'un système d'extinction automatique. <p>Les bâtiments ouverts ou fermés dans lesquels sont situées des zones d'entreposage tampon du processus de tri sont munis d'un système de détection automatique et d'alarme incendie.</p> <p>Les prescriptions du présent article peuvent être adaptées par arrêté préfectoral dans les conditions prévues à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le stock de DIB prêt à passer en chaîne de tri est éloigné chaque soir à plus de 5 m du convoyeur d'alimentation. Sous la chaîne de tri, les alvéoles de carton, plastiques, bois sont vidées en fin de journée. Seules les alvéoles de plâtre et bétons peuvent rester remplies. Ces conditions semblent respectées lors de la présente visite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Reporting interne lié au REX incendies

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du REX</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment,(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site a été confronté à des incendies en dehors des heures ouvrées en date du 27 juillet 2013, du 27 octobre 2022 et du 24 mai 2025. La période estivale est particulièrement à risque. L'exploitant tient un registre des incidents sur site.</p> <p>Pour l'année 2025, 3 départs de feux durant les heures ouvrées ont été gérés par l'exploitant, sans recourir aux secours extérieurs. Il s'agit des événements des 18/06, 28/08 et 04/09/2025. Dans les 3 cas, l'étalement au sol des déchets en feu, grâce à un grappin ou une pelle mécanique, a permis de limiter le développement du foyer, complété par l'utilisation de RIA ou d'extincteurs dans un second temps.</p>

L'Inspection rappelle l'obligation de déclarer tout incendie dans une ICPE. L'exploitant indique être disposé à déclarer tout départ de feu de ce type dans les stocks de déchets triés ou à trier, comme le permet désormais le site :

https://demarches.service-public.gouv.fr/pro_mademarche/DeclarationIncidentAccident/demarche?execution=e1s1

Type de suites proposées : Sans suite